

# “Ce rapport n’est pas une surprise”

Entretien Clément Boileau

**Le dernier rapport de l’OCDE sur les performances environnementales de ses pays membres estime qu’en l’état la Belgique ne remplira pas ses objectifs en matière de durabilité d’ici à 2030. Est-ce une surprise ?**

**Zakia Khattabi (Z.K.):** Il n’y a pas beaucoup de surprise dans la mesure où les critiques formulées par l’OCDE rejoignent celles de l’Agence européenne de l’environnement (EEA) mais également de la Commission européenne à propos de notre Plan national énergie climat (Pnec). Cela montre aussi que la biodiversité et le climat, c’est un même combat. Il faut donc faire de la Cop 15 (conférence de l’Onu sur la biodiversité, prévue en octobre, NdlR) un tournant dans nos politiques environnementales et de biodiversité en étant poussés dans le dos par ce rapport.

**Hans Bruyninckx (H.B.):** Je rejoins Zakia Khattabi sur le fait qu’il y a désormais deux grands défis: la biodiversité et le climat. Et qu’il y a des liens entre les deux. Si l’on manque cette connexion, on ne va pas atteindre nos buts sur le plan climatique, c’est absolument certain.

**Justement, en matière de biodiversité, l’OCDE souligne que la Belgique souffre de la multiplication de surfaces artificielles. Que peut faire l’Europe pour inciter la Belgique à faire plus et mieux ?**

**H.B.:** La législation européenne est très claire: on doit augmenter le pourcentage en surface des zones protégées – de 20 à 30 % –, ce qui est difficile en Belgique car il y a une fragmentation de ces zones assez élevée et cela continue, surtout en Flandre – il faut le dire. Ensuite, veiller à la qualité de l’eau, étroitement liée à l’agriculture, mais aussi à un manque de connexions entre les infrastructures. Troisièmement, on notera que l’agriculture est la pression principale sur la biodiversité en Belgique.

**Z.K.:** C’est un tabou à l’échelle européenne et c’est sans doute le secteur sur lequel on a le moins investi du point de vue de la transition. À ce titre, la Pac (politique agricole commune, NdlR) a été une grande déception: les ambitions n’ont jamais été aussi clairement exprimées, avant de s’éteindre peu à peu sous la pression de certains lobbys. Or, il faut assumer les ambitions jusqu’au bout, sinon le citoyen ne comprend rien. On ne peut pas afficher une volonté de neutralité carbone à l’horizon 2050 – c’est demain – et avoir une Pac qui revoit ses objectifs à la baisse.

**L’OCDE pointe également le manque de coordination en Belgique et la fragmentation des compétences, qui brouillent la vision à long terme, en particulier la politique énergétique à suivre. L’Europe peut-elle donner le “la” dans ce contexte ?**

**H.B.:** On ne peut pas réinventer une politique de l’énergie avec chaque gouvernement, c’est impossible. L’Europe fait le lien entre l’énergie et le climat explicitement, par exemple avec la stratégie “Energy Union” de la Commission européenne. Malheureusement, plusieurs pays en Europe sont focalisés sur leur propre système énergétique... alors que c’est un marché international et global, et qu’au niveau européen on parle d’un système d’énergie renouvelable aligné sur les objectifs climatiques européens.

**Z.K.:** En Belgique nous sommes soumis à une double contrainte: d’abord, des réalités économiques différentes qui font que les gouvernements adoptent des stratégies différentes pour atteindre les objectifs en matière climatique. À cela s’ajoute aussi la présence dans des gouvernements de familles politiques qui ne souhaitent pas, ou plus, montrer qu’un travail à l’échelle nationale est possible. De ce point de vue là je dois dire que les initiatives européennes des derniers mois sont salutaires. Dans la mesure où une loi climat nationale en Belgique sera compliquée à faire voter,

*“Une loi climat en Belgique, ce sera compliqué quand on voit les divergences de positionnements entre les régions.”*



**Zakia Khattabi (Écolo)**

Ministre du Climat, de l’Environnement, du Développement durable et du Green Deal

*“La législation européenne est très claire: on doit augmenter le pourcentage en surface des zones protégées – de 20 à 30 % –, ce qui est difficile en Belgique car il y a une fragmentation de ces zones assez élevée et cela continue, surtout en Flandre.”*



**Hans Bruyninckx**

Directeur de l’Agence européenne pour l’environnement

## Tous les ministres au service du climat ?

**Comme le souligne l’OCDE,** pas facile de se coordonner en Belgique, et plus encore lorsqu’il s’agit d’environnement. Et si chacun mettait le climat à l’agenda de son programme ? C’est en tout cas l’idée de Zakia Khattabi: “Je suis ministre du climat mais l’ensemble de mes collègues au gouvernement fédéral sont responsables du climat. Il faut instaurer une gouvernance climatique des politiques fédérales. On est en train d’atterrir, c’est en négociation en inter-cabinet: c’est une vraie feuille de route assignée à chacun de mes collègues ministres avec des politiques et objectifs précis, et on assurera un monitoring à échéances régulières pour voir comment on atteint ou pas ces objectifs. Il y a une nécessité de la part des gouvernants d’avoir une approche systémique.” **Ct.B.**

quand on voit les divergences de positionnements entre les régions. Si nous n’arrivons pas à avoir une loi climat à l’échelle nationale, aujourd’hui je me “rassure” en me disant que nous devons, chacun, à partir de la loi climat européenne, rendre des comptes à l’Europe, et non plus à l’échelle nationale.

**Dans la course à la neutralité carbone, la Belgique ne s’est-elle pas fondamentalement désavantagée en actant sa sortie du nucléaire ?**

**Z.K.:** Il est vrai qu’à court terme la fermeture des centrales ne participe pas de l’objectif des moins 55 % (d’émissions carbone d’ici à 2030 par rapport à 1990, NdlR). Mais c’est le cas à moyen et à plus long terme dans la mesure où, à un moment donné, il s’agit aussi de permettre les investissements dans les énergies renouvelables. Et pour cela il faut que la situation du point de vue énergétique soit claire dans le pays. Tant qu’il y a des tergiversations, les investisseurs ne mettront pas d’argent dans les énergies renouvelables. Aujourd’hui, la confirmation de la volonté politique de fermer ces centrales doit être équilibrée avec des investissements massifs dans les énergies renouvelables.

**H.B.:** D’autant que la Belgique est bien positionnée en Europe pour jouer un rôle très important dans les discussions de connexions entre pays. Ce n’est pas seulement une transition de la Flandre, de Bruxelles, de la Wallonie et de la Belgique, mais une transition européenne du système d’énergie. Et là-dessus on est en train de manquer des opportunités: nous avons eu une vision très nationaliste sur le système de l’énergie. Cela ne fonctionne pas comme ça: les grandes entreprises ne pensent pas comme ça, les investisseurs ne pensent pas comme ça.

**La relance européenne se veut axée sur la durabilité. Les États sont-ils tous sur la même longueur d’onde ?**

**H.B.:** Au niveau européen, on a bien compris que la relance était l’occasion d’implémenter le Green Deal européen. Reste à savoir si, à l’échelle des États, on ne va pas fragmenter – saupoudrer – ces investissements; c’est là que se situe le grand débat européen. Mais il est clair que si l’on fait des investissements qui vont dans le sens de ce que préconise l’OCDE, ou nous-mêmes, c’est le bon choix.

**Z.K.:** De mon point de vue, on n’en fera jamais assez. Vu la situation et le retard qu’on a pris dans des choix qu’il fallait faire notamment en matière de fiscalité, ou quand on voit les investissements dans le fossile... Ceci étant dit, je dois reconnaître que l’équipe du secrétaire d’État à la Relance, Thomas Dermine (PS), a eu une lecture qui prend en compte la durabilité. Mais aujourd’hui on atteint les limites de ce que certains sont en capacité d’accepter comme efforts – je le dis de manière très transparente.

**Lors du dernier sommet européen, des citoyens se sont mobilisés contre les accords prévus par Mercosur, appelant à faire passer les objectifs climatiques avant les objectifs commerciaux. À raison ?**

**Z.K.:** Je pense pour ma part que le Mercosur est un accord du passé. Il faut revoir nos accords à l’aune des objectifs que nous nous sommes fixés. C’est une question de cohérence. Qui plus est si l’on veut rétablir la confiance entre le politique et le citoyen. Il faut que le politique assume jusqu’au bout le choix qu’il a fait, et ne pas reprendre de la main gauche ce qu’il a donné de la main droite.

**H.B.:** Je répondrai simplement avec la première phrase de l’European Green Deal: “Le changement climatique et la dégradation de l’environnement constituent une menace existentielle.” Une “menace existentielle”, ce sont ces mots-là qui sont importants. Donc, oui, ils ont raison. Et, oui, cela devrait guider tous les choix politiques que nous faisons.